

Combattre le capitalisme, une nécessité matérielle et politique

Après l'agression antisémite dont Finkielkraut a été victime, une partie de la caste politique et médiatique instruit un procès à charge contre les gilets jaunes. Oubliées les revendications légitimes de hausse du pouvoir d'achat ! Oubliée la demande de justice sociale et du rétablissement de l'ISF ! Le mouvement est ravalé à une « horde » complotiste, haineuse et violente.

Tout travailleur conscient rejette la saloperie antisémite comme toutes les autres formes de racisme. Les crapules qui profitent de ce mouvement populaire pour parader rappellent les pires moments de l'histoire où les Juifs, les Tziganes et les militants ouvriers antifascistes étaient menés aux camps d'extermination.

Les antisémites, comme les xénophobes et les racistes, qu'ils viennent de l'extrême droite ou des milieux intégristes religieux, préparent une société barbare dont les travailleurs seraient les principales victimes. Mais l'antisémitisme n'a pas été inventé par les gilets jaunes !

S'il y a des responsables à pointer du doigt, il faut les chercher du côté de ces dirigeants politiques qui manifesteront peut-être mardi 19 février pour le dénoncer. En accusant les immigrés de tous les maux et en nous renvoyant en permanence à notre identité nationale, ils alimentent le climat délétère sur lequel peut aussi fleurir l'antisémitisme. Alors, que ces gens-là fassent la leçon aux gilets jaunes est révoltant !

Il y a trois mois, plusieurs centaines de milliers de femmes et d'hommes ont revêtu le gilet jaune pour exprimer une colère sociale. Chaque semaine, des dizaines de milliers d'entre eux continuent de se mobiliser. Pas seulement dans les manifestations du samedi, mais aussi sur des ronds-points et dans des petites villes où les caméras de télévision ne trouvent rien de croustillant car il n'y est question que de fins de mois difficiles et de galères de boulot.

Les mille et une injustices quotidiennes subies par les travailleurs et les plus pauvres, parmi lesquelles le mépris social si souvent teinté de racisme, n'intéressent pas du tout le gouvernement. Ce dernier a organisé le grand débat pour noyer les revendications sociales dans un tas d'autres problèmes et pour laisser pourrir le mouvement.

Mais c'est toute la situation économique, sociale et politique qui est en train de pourrir !

Le gouvernement essaye de faire croire à la sortie du chômage de masse parce que le taux de chômage aurait baissé et que des entreprises n'arrivent pas à recruter. Mais les suppressions d'emplois continuent dans toutes les grandes entreprises. L'État-patron lui-même refuse d'embaucher dans les hôpitaux, l'éducation et tous les autres services utiles à la population. Et des milliers de personnes attendent désespérément une formation à Pôle emploi.

En réalité, la crise économique s'approfondit. Les injustices et les inégalités explosent parce que la classe capitaliste est de plus en plus rapace et aveuglée par la recherche du profit. Et toute l'économie est gangrenée par la finance.

Emploi, salaire, retraite, logement, garde des enfants, déserts médicaux, transports publics, prise en charge des handicapés ou des personnes âgées dépendantes... le gouvernement est incapable d'apporter la moindre solution à des problèmes élémentaires et quotidiens.

Il est également incapable d'enrayer les catastrophes climatiques et humanitaires qui menacent la société. Et il l'est tout autant pour contrer la montée des idées réactionnaires et le délitement moral de la société qui sont alimentés par le repli sur soi, la misère et la marginalisation sociale. Cela a de graves conséquences car les forces politiques les plus réactionnaires prêtes à s'appuyer sur les pires préjugés sont à la manœuvre avec l'ambition de prendre la place de partis politiques discrédités.

Si elles parviennent au pouvoir, ces forces se porteront au secours de l'ordre bourgeois et en commençant à s'en prendre aux immigrés, avant d'attaquer l'ensemble du monde du travail.

Pour les travailleurs, lutter pour leurs intérêts matériels ne peut suffire. Il faut aussi lutter contre le système capitaliste, porteur de bien d'autres menaces. Lever le drapeau de l'émancipation sociale, c'est-à-dire d'une société débarrassée de la dictature du grand capital, doit être leur perspective.

Tous les jours, des travailleurs sont amenés à se défendre contre le grand patronat. Il faut que leur combat devienne collectif, le combat de la classe ouvrière contre la classe capitaliste. L'aboutissement doit en être le renversement de ce système capitaliste qui empoisonne la société.

ArcelorMittal : Nouvelle coulée de profits

« Pour ArcelorMittal, la crise n'est plus qu'un mauvais souvenir » titre la presse qui annonce que le numéro un mondial de l'acier a dégagé un bénéfice de 5,1 milliards de dollars en 2018, en hausse de 12,7 %.

Le résultat brut d'exploitation (il porte bien son nom celui-là) explose de 22,1% passant de 99 à 122 dollars la tonne d'acier produite. Clairement, c'est en augmentant l'exploitation de tous les travailleurs du groupe qu'ArcelorMittal fait ces profits records.

Et dire qu'il a fallu que les salariés fassent plusieurs jours de grève pour que le groupe lâche la prime « gilets jaunes ». Ça ne donne pas envie de mettre le gilet rouge ?

Education en Moselle : Les fermetures de classes et d'écoles continuent

78 fermetures de classes avec parfois des fermetures d'écoles dans le primaire en Moselle... voilà ce qu'annonçait l'Education nationale le 6 février. Certes elle dédouble certaines classes de CP ou CE1, mais c'est en gonflant les effectifs des autres niveaux.

Les gouvernements changent mais la politique reste la même. Celle qui permet de drainer toutes les ressources des impôts au service du grand capital.

Le prétexte de ces fermetures est la diminution prévue

du nombre d'élèves. Mais celle ci devrait permettre de diminuer les effectifs par classe, pas de fermer des classes et encore moins des écoles entières !

Et les contreparties pour les capitalistes ?

Le Premier ministre s'est déclaré favorable à des « contreparties » pour les bénéficiaires des aides sociales. Il s'agirait de demander à ceux qui les touchent d'effectuer des heures de travail gratuit pour compenser.

Pourquoi ne pas demander de contreparties aux capitalistes qui reçoivent des dizaines de milliards d'euros de l'État, souvent au nom de l'emploi, et qui continuent de fabriquer des chômeurs en licenciant massivement ?

L'argent ruisselle... vers le haut

Parmi les aides sans contrepartie aux entreprises, le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) figure en bonne place. Créé par Hollande prétendument pour créer des emplois, il n'en a créé en 2018 que 100 000 pour 21 milliards versés par l'État, soit 200 000 € par emploi. Pas étonnant que les 40 plus grosses entreprises, celles du CAC 40, aient pu verser 57 milliards € de dividendes en 2018. Alors qu'elles bloquent les salaires, les actionnaires ont eu droit, eux, à 12,4 % de plus qu'en 2017.

Fête de Lutte Ouvrière à Metz

Centre d'Activités et de Loisirs de Plantières (CALP) - 2a rue Mgr Pelt - Metz Plantières

Dimanche 3 mars

Ouverture à 11 h 30

12h45 - Paëlla fraternelle du soleil (réservation au 06 08 42 51 60)

15h - « Vive la Commune ! » Chansons contestataires par le groupe CARNYX-en-scène

16h - Débat avec Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Lutte ouvrière :
« Face à la situation politique et sociale, quelles perspectives pour les travailleurs ? »



17h - Audiovisuel suivi d'un débat : « Réchauffement climatique : révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme »